

Unité départementale de la Côte-d'Or

Dijon, le 04/07/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France**

24, rue de la Stéarinerie  
BP 150  
21000 DIJON

Références : 0005401100/2022-282

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/05/2022 dans l'établissement AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France implanté 24, rue de la Stéarinerie BP 150 21000 DIJON. L'inspection a été annoncée le 28/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans l'action nationale "rejet aqueux" et a pour objectif de faire le récolement de l'arrêté préfectoral complémentaire mettant à jour l'autosurveillance des rejets aqueux du site en prenant en compte les nouvelles valeurs limites réglementaires et la compatibilité milieu.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France
- 24, rue de la Stéarinerie BP 150 21000 DIJON
- Code AIOT dans GUN : 0005401100
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'usine AMCOR de Dijon est spécialisée dans la fabrication d'emballages souples complexes destinés essentiellement à l'industrie agroalimentaire. Cette activité comporte en particulier l'impression d'emballage par héliogravure. L'usine comporte également une activité de production de cylindres gravés pour l'impression par héliogravure, utilisés sur site et pour d'autres usines du groupe. Le site emploie environ 138 personnes et est implanté en milieu urbain, rue de la Stéarinerie.

## **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- eaux superficielles

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
AUTORISATION DE RACCORDEMENT	Arrêté Préfectoral du 20/05/2021, article 5	/	Sans objet
VALEURS LIMITES D'ÉMISSION (Indice hydrocarbures, Argent, Fer, Chloroforme)	Arrêté Préfectoral du 20/05/2021, article 7	/	Sans objet
VALEURS LIMITES D'ÉMISSION - Contrôle inopiné 2021	Arrêté Préfectoral du 20/05/2021, article 7	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
CIRCULATION DES EFFLUENTS ET LOCALISATION DES REJETS	Arrêté Préfectoral du 20/05/2021, article 3	/	Sans objet
VALEURS LIMITES D'ÉMISSION	Arrêté Préfectoral du 20/05/2021, article 7	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des actions correctives ont été mises en place sur la plupart des non-conformités relevées, sans intervention de l'inspection.

L'exploitant doit maintenant adapter ses rejets à sa convention de rejet ou inversement.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle : CIRCULATION DES EFFLUENTS ET LOCALISATION DES REJETS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/05/2021, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, CIRCULATION DES EFFLUENTS ET LOCALISATION DES REJETS
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les effluents aqueux sont canalisés. La dilution des effluents est interdite, hormis celle résultant du rassemblement des effluents de même type de l'établissement ou celle nécessaire à la bonne marche des installations de traitement. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté. Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution. Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au point de rejet qui présente les caractéristiques suivantes : voir tableau en annexe 1
<b>Constats :</b> Le plan "réseau EU et EP" du 22/04/10 a été vu par l'inspection. L'eau sur le site sert au nettoyage des cylindres d'impression. Une fois polluée, l'eau est transférée par canalisation vers une cuve de stockage dans le local de traitement. Elle peut transiter au besoin par une cuve de stockage tampon. L'eau est ensuite transportée par pompage dans la cuve de traitement (environ 2 m³). Elle subit alors un traitement par floculation et une correction d'acidité. Une fois le traitement terminé, la moitié de la cuve est vidée, filtrée puis renvoyée via le réseau public d'assainissement à la station d'épuration communale de Dijon-Longvic.
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : AUTORISATION DE RACCORDEMENT**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/05/2021, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, AUTORISATION DE RACCORDEMENT
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartiennent le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif en application de l'article L.1331.10 du code de la santé publique.
<b>Constats :</b> L'autorisation de rejet prise par l'arrêté municipal du 20 mai 2019 n°2019-0030 a été vue par l'inspection. La convention de rejet du 20 mai 2019 a été vue par l'inspection. Cette dernière présente une valeur limite en concentration et flux sur le paramètre cadmium inférieure aux valeurs limites d'émission définies par arrêté préfectoral. Cependant, l'autosurveillance du site reste en dessous des valeurs de la convention de rejet. En revanche, la convention de rejet précise (annexe 4 page 22) que le rejet ne doit pas contenir de chloroforme. La présence de chloroforme dans les rejets du site constitue donc une non-conformité à la convention de rejet du site qu'il convient de corriger. L'exploitant pourra demander la mise à jour de cette convention.
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : VALEURS LIMITES D'ÉMISSION**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/05/2021, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VALEURS LIMITES D'ÉMISSION
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  7.1) Pour l'ensemble des rejets.</p> <p>Les effluents rejetés doivent être exempts :  de matières flottantes,  de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,  de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.</p> <p>7.2) Au point de rejet EU.</p> <p>Au point de rejet EU, les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :  Voir tableau annexe 2</p> <p>Les substances suivantes sont émises très faiblement, à un flux inférieur à 1 % du flux admissible :  Voir tableau annexe 3</p> <p>Les rejets des substances qui ne sont pas réglementées ci-dessus sont interdits en concentration, au-delà de la norme de qualité environnementale.</p> <p>La zone de mélange sera définie dans le délai d'un an par l'exploitant. Elle ne pourra pas dépasser :  dix fois la largeur du cours d'eau au droit du point de rejet,  dix pour cent de la longueur de la masse d'eau dans laquelle s'effectue le rejet,  un kilomètre.</p> <p><b>Constats :</b> Les prélèvements sont réalisés par l'exploitant pour l'analyse interne et l'autosurveillance (AS) et par le laboratoire agréé pour les contrôles inopinés (CI).  Les analyses sont réalisées :  - par l'exploitant pour le suivi interne sur les paramètres : température, pH, DCO, Fer*, Chrome VI. Ces mesures permettent de suivre l'évolution et l'efficacité du traitement interne avant rejet.  - par le laboratoire choisi pour l'autosurveillance qui vient récupérer les échantillons sur demande de l'exploitant soit à chaque rejet.  - par le laboratoire choisi pour le contrôle inopiné le cas échéant.  * le Fer a été ajouté depuis les dépassements de début d'année.  Le contrôle de recalage est réalisé en même temps que le contrôle inopiné, sur le même échantillon analysé en interne, par le laboratoire mandaté pour l'AS et le laboratoire mandaté pour le CI.</p> <p>Les résultats d'autosurveillance du site de mai 2021 à avril 2022 ont été vus par l'inspection (via GIDAF).  L'autosurveillance sur les paramètres suivants n'appelle pas de remarque : Débit, Cadmium, Chrome VI, Chrome III, Chrome total, Cuivre, Nickel, Etain, Zinc, AOX.  A noter que le site n'a pas de mesure (ou à 0) en décembre 2021 pour cause d'arrêt des installations.</p> <p>Paramètre température : en l'absence de mesure (production arrêtée), la valeur est notée à 0. Cette valeur fausse les calculs comme la moyenne. Dans la mesure où la valeur limite est un maximum cela n'a pas de conséquence sur l'interprétation de conformité des résultats mais la moyenne est artificiellement abaissée.</p> <p>Paramètre pH : comme la température, en l'absence de mesure, la valeur est notée à 0. Cependant, les valeurs à 0 ressortent non-conformes tout comme la plupart des valeurs moyennes car en dessous de la valeur minimum de 5,5. Sur les mesures effectivement réalisées, l'inspection note une mesure non-conforme sur le mois de juin (ce qui reste dans les tolérances pour l'autosurveillance continue). L'exploitant explique ce dépassement par l'utilisation d'un produit périmé, le produit a été changé pour un retour des mesures en dessous des seuils réglementaires.</p> <p><b>Observations :</b> L'exploitant pourrait étudier l'arrêt de la surveillance sur les paramètres suivants :</p>

Cadmium, Chrome VI, Etain et Zinc sous réserve que ces substances - dans la durée - ne soient pas susceptibles d'être rejetées dans les eaux usées au regard du process et des produits mis en œuvre.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle : VALEURS LIMITES D'ÉMISSION (Indice hydrocarbures, Argent, Fer, Chloroforme)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/05/2021, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VALEURS LIMITES D'ÉMISSION
<b>Prescription contrôlée :</b> 7.1) Pour l'ensemble des rejets.  Les effluents rejetés doivent être exempts : de matières flottantes, de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes, de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.  7.2) Au point de rejet EU.  Au point de rejet EU, les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : Voir tableau annexe 2  Les substances suivantes sont émises très faiblement, à un flux inférieur à 1 % du flux admissible : Voir tableau annexe 3 Les rejets des substances qui ne sont pas réglementées ci-dessus sont interdits en concentration, au-delà de la norme de qualité environnementale.  La zone de mélange sera définie dans le délai d'un an par l'exploitant. Elle ne pourra pas dépasser : dix fois la largeur du cours d'eau au droit du point de rejet, dix pour cent de la longueur de la masse d'eau dans laquelle s'effectue le rejet, un kilomètre.
<b>Constats :</b> Paramètre Indice hydrocarbures : les résultats transmis via GIDAF montrent l'absence de mesure sur 2021. La fréquence de surveillance est donc non-conforme. L'exploitant a corrigé ce point sur 2022. Les résultats montrent des dépassements en concentration et flux en février 2022 avec 30 mg/L et 0.02 kg/j pour des VLE à 2 mg/L et 0.01 kg/j. L'exploitant explique ces dépassements par une erreur dans les valeurs déclarées.  Paramètre Argent : la fréquence de surveillance n'est pas respectée sur 2021. L'exploitant a corrigé ce point en 2022.  Paramètre Fer : des dépassements sont supérieurs à 2 fois la VLE sur janvier et février 2022. L'exploitant n'a pas d'explication mais le floculent a été modifié et les résultats sont revenus en dessous des seuils limites. Suite à cet événement, l'exploitant surveille ce paramètre en interne afin de le valider avant rejet.  Paramètre Chloroforme : les résultats GIDAF ne présentent pas de surveillance sur ce paramètre en 2021. L'exploitant confirme avoir réalisé le suivi. Les mesures de janvier et février 2022 présentent des dépassements qui ne correspondent pas aux résultats du site. L'exploitant doit faire le point sur les valeurs déclarées dans GIDAF, les valeurs mesurées et faire un retour à l'inspection sur la conformité du site par rapport aux valeurs d'émissions définies.
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : VALEURS LIMITES D'ÉMISSION - Contrôle inopiné 2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/05/2021, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VALEURS LIMITES D'ÉMISSION
<b>Prescription contrôlée :</b> 7.1) Pour l'ensemble des rejets.  Les effluents rejetés doivent être exempts : de matières flottantes, de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes, de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.  7.2) Au point de rejet EU.  Au point de rejet EU, les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : Voir tableau annexe 2  Les substances suivantes sont émises très faiblement, à un flux inférieur à 1 % du flux admissible : Voir tableau annexe 3 Les rejets des substances qui ne sont pas réglementées ci-dessus sont interdits en concentration, au-delà de la norme de qualité environnementale.  La zone de mélange sera définie dans le délai d'un an par l'exploitant. Elle ne pourra pas dépasser : dix fois la largeur du cours d'eau au droit du point de rejet, dix pour cent de la longueur de la masse d'eau dans laquelle s'effectue le rejet, un kilomètre.
<b>Constats :</b> Le contrôle inopiné de 2021 n'a pas mesuré les paramètres suivants : Argent, Azote global et AOX. Ces paramètres devront être intégrés au CI 2022.  Les résultats du CI 2021 montrent une non-conformité en concentration et en flux sur le paramètre MES avec des mesures de 250 mg/L et 0,5 kg/j pour des VLE à 30 mg/L et 75 g/j. En parallèle, l'AS interne du site est conforme. L'exploitant a interrogé le laboratoire qui n'a pas donné d'explications et n'a pas fait de contre-analyse. Les analyses suivantes, réalisées par le laboratoire mandaté pour l'AS ne montrent pas de dépassement.
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet